Urbanisme, Aménagement & Servitudes

**Eaux pluviales (servitude d'écoulement) - Voie publique
Inondation - Responsabilité de la commune**

Commune de
moins de 500 habitants

juin 1998

Un administré se plaint d'inondations et en demande réparation à la commune car ces inondations seraient dues à la canalisation de l'écoulement des eaux pluviales en direction d'un champ, alors que son terrain se trouve en contrebas de ce champ. La commune doit-elle donner suite à cette demande ?

A titre préliminaire, il convient de rappeler que **les riverains de la voie publique sont tenus de supporter les inconvénients généraux liés à la proximité de celle-ci**, tant que les nuisances qu'elle occasionne n'excèdent pas celles qui résultent de l'activité normale de la voie en fonction de son importance.

Ainsi, en matière d'écoulement des eaux, non seulement les riverains ont l'obligation de recevoir sur leur fonds les eaux découlant naturellement de la voie publique (cf. article 640 du Code civil) mais ils ne doivent en outre pas faire obstacle au droit dont dispose la commune de déverser ces eaux en un point spécial et par aqueduc dès lors qu'il ne s'agit pas d'eaux ménagères ou résiduaires.

Néanmoins, si l'obligation des riverains est appelée à excéder celle qu'ils supporteraient du seul fait de la servitude inscrite au Code civil, il peuvent prétendre à indemnité.

Un particulier désireux d'engager la responsabilité de la Commune sur ce point devra apporter la preuve de l'existence d'un dommage anormal et spécial, c'est-à-dire un dommage qui excède les sujétions résultant des obligations normales de voisinage, et d'un lien de causalité entre ce dommage et la voie publique dont il s'agit.

En cette matière, il y a lieu de préciser que la force majeure liée à la survenance d'un événement imprévisible (tel que des pluies ayant provoqué de fortes crues) n'est pas forcément de nature à dégager la commune de sa responsabilité, dès lors que l'ouvrage qu'elle a réalisé a aggravé les effets de cet événement.

Que l'on se situe sur le terrain de la servitude de l'article 640 du Code civil ou sur celui des sujétions qu'impose la proximité d'une voie publique, la jurisprudence reste nuancée.

Ainsi, dans un arrêt du Conseil d'Etat de 1946 (21 octobre 1946, "**Commune de Saint Georges d'Oléron**", n° 75 735) la responsabilité d'une commune a été retenue pour avoir, par l'exécution de travaux, aggravé le "*mode de déversement*" des eaux dans le terrain d'un particulier, alors que le dommage qui en résultait aurait pu être interrompu par des "*travaux appropriés*".

Pour sa part, la Cour de Cassation, dans un arrêt du 30 janvier 1970, a estimé que l'augmentation du débit de l'eau "*ne constitue pas une aggravation préjudiciable de la servitude* [de l'article 640 du Code civil], *sous condition qu'il ne soit déversé [...] ni eaux ménagères, ni eaux souillées*" ("**Jolly c/ Foyvre**").

En tout état de cause, avant que la commune ne prenne une décision, il semblerait plus prudent de faire appel aux services compétents en matière de voirie pour déterminer si l'ouvrage de canalisation incriminé a réellement aggravé l'écoulement de l'eau vers le terrain dont il s'agit et dans quelle mesure des travaux appropriés pourraient mettre fin aux troubles constatés.

Une telle "*expertise*" pourrait également permettre de déterminer quelles peuvent être les parts de responsabilité de l'ensemble des personnes concernées, dans la mesure où le ruissellement dont il s'agit semble emprunter non seulement la voirie communale (par le biais des canalisations sus-évoquées) mais également la voirie départementale ainsi que des terres appartenant à des propriétaires privés.

- Code civil, article 640
- Conseil d'Etat, 21 octobre 1946, "**Commune de Saint Georges d'Oléron**", n° 75 735
- Cour de Cassation, 30 janvier 1970, "**Jolly c/ Foyvre** "